



24 novembre 2006

Instruction administrative

Droits spéciaux des fonctionnaires en poste dans certains lieux d'affectation

1. Conformément aux dispositions de la section 4.2 de la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/1997/1, le Secrétaire général adjoint à la gestion modifie comme suit l'instruction administrative ST/AI/2000/6 intitulée « Droits spéciaux des fonctionnaires en poste dans certains lieux d'affectation ».

2. Remplacer la section 6.6 par le texte suivant :

6.6 Une fois sur deux, les fonctionnaires sont tenus de prendre leur congé dans le pays du congé dans les foyers. Ils peuvent, sur leur demande, prendre leur congé dans un pays autre que celui du congé dans les foyers, à condition de passer au moins sept jours, non compris les délais de route, dans ledit pays. Dans ce cas, le montant des frais de voyage payable par l'Organisation ne peut dépasser les frais qu'aurait entraînés un voyage jusqu'au lieu du congé dans les foyers. Si le coût du voyage est moindre que celui du voyage jusqu'au lieu du congé dans les foyers, l'Organisation ne prend en charge que les frais effectifs, à condition que ceux-ci ne dépassent pas ceux correspondant aux conditions de voyage autorisées.

Remplacer la section 10 par le texte suivant :

Section 10

Droits spéciaux en matière d'expédition de bagages en vertu des dispositions 107.21 g) et 207.20 h)

Les fonctionnaires en poste dans des lieux d'affectation à cycle de 12 mois peuvent, lorsqu'ils exercent leur droit à l'expédition de 50 kilogrammes ou de 0,31 mètre cube de bagages non accompagnés à l'occasion du congé dans les foyers, des voyages de visite familiale ou des voyages au titre des études, ou au paiement des frais d'excédent de bagages accompagnés en lieu et place de l'expédition de bagages, regrouper en un seul envoi la totalité des bagages autorisés pour les deux parties du voyage; s'ils n'ont pas expédié la totalité des bagages autorisés, ou s'ils n'ont expédié des bagages que pour une partie du voyage, la fraction non utilisée peut s'ajouter à ce qui serait normalement accordé pour l'autre partie.



3. La présente instruction prend effet le 1^{er} janvier 2007.

Le Secrétaire général adjoint à la gestion
(*Signé*) Christopher B. **Burnham**
